

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Scrutin du 23 Juin 1968

Docteur Frédéric DUGOUJON

Conseiller Général
Maire de Caluire-et-Cuire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Rosette de la Résistance

ELECTRICES, ELECTEURS,

La gravité des événements récents, qui hélas ! se prolongent, a créé une situation électorale très particulière.

Certes, nous n'approuvons pas les violences et les manifestations excessives que tout le monde déplore. Mais des revendications de tous ordres, si souvent formulées et jamais entendues, ne sont-elles pas la cause profonde de la crise que le pays subit ?

CETTE CRISE N'EST-ELLE PAS LE RESULTAT DE LA POLITIQUE D'UNE EQUIPE GOUVERNEMENTALE QUI N'A PAS SU PREVOIR ET QUI N'A PAS VOULU DIALOGUER :

PREVOIR... En place depuis dix ans, elle possédait pourtant tous les moyens pour « accomplir les grandes réformes qui sont maintenant apparues nécessaires ».

DIALOGUER... Cette équipe a ignoré toutes les organisations intermédiaires (syndicales, professionnelles, familiales, culturelles...) qui représentent les forces vives de la Nation.

Au fait, pourquoi ces organisations auraient-elles été consultées, alors que l'on tient si peu compte des Assemblées élues ?

En plein accord avec mon suppléant, je pense que **le mandat d'un député efficient** doit revêtir un double aspect :

— Sur le plan national, dans le respect réel de la séparation des pouvoirs, il doit proposer des lois et en contrôler l'exécution, **au regard de sa seule conscience ;**

— Sur le plan régional, et surtout à la veille de la mise en place de la Communauté Urbaine de Lyon, **le député se doit de représenter sa circonscription** et d'être l'avocat des Assemblées locales (Conseil municipaux et Conseil général) auprès du Pouvoir central, dans l'optique d'une Décentralisation indispensable.

Il est impossible en quelques lignes de développer les nombreuses tâches qui s'imposeront au député de demain. Nous nous contenterons de les énumérer :

Il s'agit, sans perdre de vue la **stabilité monétaire**, un **climat social sain** devant être rétabli au plus tôt, dans le respect de toutes les libertés, de garantir la **Dignité du travailleur** et de sa famille, de lui permettre de **participer à la vie de l'entreprise** et d'**assurer le plein emploi**.

Il s'agit de veiller à la prospérité de l'**Artisanat**, du **Commerce** et des **Moyennes Entreprises**.

Il s'agit de hâter la construction massive de **logements sociaux** et de locaux destinés à l'**Enseignement**, parallèlement à un recrutement suffisant de Maîtres et Professeurs ; de favoriser la création de **Maisons des Jeunes** et de réaliser l'**indispensable Réforme Universitaire** pour redonner à notre **Jeunesse**, légitimement inquiète, la place qu'elle mérite et qu'elle revendique dans l'essor de notre Pays.

Il s'agit de faire respecter les droits sacrés des **Anciens Combattants** et d'**indemniser nos compatriotes venus d'Algérie** des pertes qu'ils ont subies ; de se pencher sur le sort souvent précaire des **personnes âgées**, sur la condition des **serviteurs des collectivités** ; de favoriser l'épanouissement de la **femme** dans son rôle civique, social et surtout familial, la **Famille** restant la cellule de base essentielle.

Il s'agit, après la **suppression des ordonnances** concernant la Sécurité Sociale, d'instaurer une réforme plus équitable et plus efficace, réduisant les abus et le déficit, renforçant la médecine préventive gratuite et garantissant ainsi la véritable sécurité pour les assurés.

Il s'agit de sauvegarder les intérêts de l'**Agriculture** face au **Marché Commun** imminent, qui impose, en outre, une accélération de nos **Equipements généraux**.

Certes, tous ces objectifs, effectivement onéreux, devraient s'accompagner de l'**abandon des dépenses de faux prestige et des charges improductives**.

Ces objectifs peuvent être atteints dans le cadre constitutionnel actuel ; si celui-ci était véritablement respecté nous nous déclarerions favorables au **maintien des institutions** ; cependant, dans le souci d'une **efficace stabilité gouvernementale**, nous souhaitons le Gouvernement de Législature (c'est-à-dire l'élection concomitante au Suffrage universel du Président de la République et de l'Assemblée, élus pour 5 ans).

Dans un climat rénové, où l'**Amnistie totale** serait un facteur d'apaisement, la FRANCE trouverait sa place de choix dans la construction de l'**EUROPE UNIE**, espace économique nécessaire à l'expansion et au progrès social.

Telles sont nos préoccupations communes ; elles nous ont affermis dans **notre opposition déterminée à tous les totalitarismes oppresseurs et à une dangereuse division du Pays en deux blocs ; elles nous ont conduits à solliciter ensemble vos suffrages pour faire triompher une Démocratie...**

- soucieuse de maintenir la concorde et l'aide fraternelle ;
- respectueuse des opinions d'autrui ;
- à laquelle participeraient tous les Français épris de Dignité, de Justice, de Liberté et de Progrès !

ELECTRICES, ELECTEURS, VOTEZ POUR :

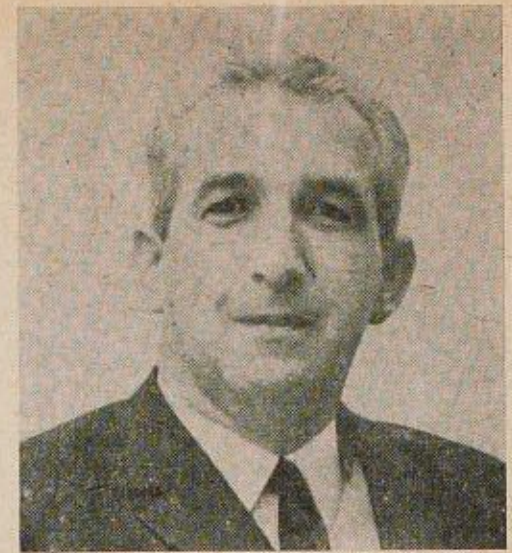
Docteur Frédéric DUGOUJON

Conseiller Général
Maire de Caluire-et-Cuire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Rosette de la Résistance

Suppléant éventuel :

Marc SUC
Adjoint au Maire d'Oullins

Candidats de « Progrès et Démocratie Moderne »



Suppléant éventuel : Marc SUC